



Le Huchoër

N°19

JOURNAL ANARCHO-INDÉPENDANTISTE BRETON

1,5 €

LA LUTTE CONTINUE!



- Rennes mégalopole : vivre sous surveillance
- Tentations régionalistes?
- Entretien avec Buruz Buru
- Dossier : le mouvement anti-CPE en BZH
- Le végétarisme : un projet de société

- Keleier ar yezhoù
- Tchi qu'y' a d'neu?

Et toujours tout pleins de trucs et de gens qui nous énervent...

SOMMAIRE



Plateforme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire. La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
 - Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
 - Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
 - Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)
- ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttés (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération

collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'État, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à

notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive. Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires. Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individus/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la réappropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiters. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination **Bretagne Indépendante et Libertaire**

<http://www.cbil.lautre.net>

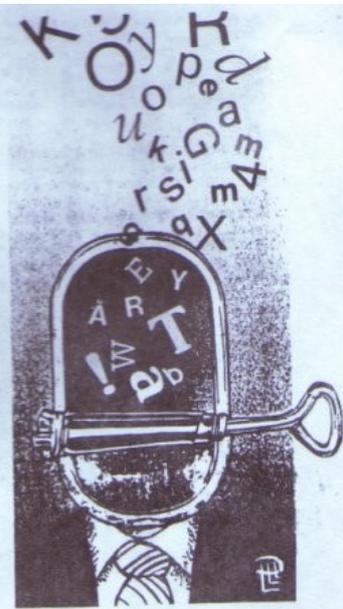
Gwelet e vez Breizh o c'hastaouiñ e staliou bras a-bep seurt e Paris, er c'hwerc'hkorn hag er vro. Kavet o deus tud "Produit en Bretagne", ur gevredigezh na oar ket komz na gallaoueg na brezhoneg, hon St Patrick evit gwerzhañ o zraou. Evit gwir, deuet int e-barzh programmoù kevredigezh

Gouel Erwan/Fest'Yves ar bloaz-mañ. Hag evit Eric Bourget, rener anezhañ, "emvodañ ar c'hoñvers, an tu ha sevenadur Breizh" an hini eo ar pal. Brav eo klevet kement-se! A-dra sur, aze vo lakaet ar sevenadur war an noaz gant ar mes-kaj euzhus-se.

Abaoe 10 vloaz dija ec'h a muioc'h mui skeudenn hor bro dindan kazel ar gevredigezh-se er staliou-bras. War zigarez ma 'z eo ur moien lakaat war wel produioù ar vro, emañ ar rouedad-mañ o kreizennañ en un doare spontus, ar gwir da vezañ produet e Breizh(just a-walc'h). Daoust ma n'am eus ket foeltr ker dezhe, petra a c'hoarvez evit ar merkoù n'o deus ket c'hoant kemer perzh e-barzh ar c'hclub « happy fews »-se ? Kuzhet dindan spered a vez graet « kengred » anezhañ gante, bezañ zo

hep mar ebet un droug-spered maget gant ar profit.

Padal an darn vrasañ a vez gwerzhet e Breizh. Met war an tu all, krouiñ a ra ur sistem digempouez. Ne ra forzh evite, dre ma



plij dezhe komz diwar-benn al labour roet d'an dud. E gwirionez, seul vuioc'h a brenerien, seul vrasoc'h ar yalc'h. Evit ar poent, emañ ar gevredigezh-se oc'h ober he c'hrakerez.

D'am soñj, ar c'hontrefet an hini eo: en abeg d'he fersonelezh a ziforc'h ha d'ar garantez kreñv a vez maget gant an dud ouzh Breizh, klask a reont prenerien.

Se n'eo ket "kar-e-vro", se zo ur moien da voieniñ, ober soubenn hep druzoni.

Evidon-me, o tiwadañ hor sevenadur emaint en ur lakaat anezhañ da vezañ un arouez da werzhañ, ha ne blij ket din sellet ouzh ur strollad bezañ o krignat anezhañ e giz-se: Lakaomp arc'hant ha sevenadur da zañsal asambles

ur wech ouzhpenn, keit ma vo mat yod-kaoc'h an embregerezhioù. Ha kendalc'homp da sellet outañ, paket e-barzh porzh bihan ar c'hoñvers, gant e spered ouzh an eor!

[jân]

Edito

La Bretagne a connu une forte mobilisation durant les semaines de contestation contre le CPE. Les rues bretonnes ont donc connu leur lot de performances festives, sportives mais aussi répressives. Rien qu'à Rennes le nombre de comparutions immédiates a dépassé la trentaine en un mois avec à la clé plus de 3000 heures de TIG distribuées mais également des peines de prison fermes pour faire des exemples.

Pour ce numéro du Huchoër nous avons donc concocté un petit focus breton de cette mobilisation qui a agité l'ensemble du royaume et qui a terminé aiguillée sur la voie satisfaite et repue des grandes centrales syndicales. Pourtant, les sujets abordés ici et là dans le numéro montrent, si besoin était, que l'heure n'est pas à la résignation.

Au niveau local, des événements comme les Devezhioù Breizh Dieub sont une bonne occasion pour nous retrouver sur des bases de luttes.

N'eo ket echu ar stourm!
La lucha sigue!

Deux militants en procès

Fin avril, pendant la mobilisation anti-cpe et plus précisément au moment du murage de l'Anpe de Guingamp deux militants bretons ont été inquiétés par la maréchaussée. Ils sont poursuivis pour outrage et rébellion. Le procès aura lieu en septembre. Restons mobilisés. Kengred!

Prisonnier politique breton

Incarcéré depuis le 7 mai 2000

Kristian Georgeault

Centre pénitenciaire de Ploemeur
n°20533 Cellule OG15
Centre de détention - Kerbriant
56270 PLOEMEUR

LE HUCHOËR (LE PORTE-VOIX EN GALLO) EST LE JOURNAL TRIMESTRIEL DE LA COORDINATION POUR UNE BRETAGNE INDÉPENDANTE ET LIBERTAIRE (CBIL)

ISSN : 1770-3506

CONTACT : HUCHOER@NO-LOG.ORG

LE HUCHOËR c/o CBIL, BP 70402, 22200 GWENGAMP CEDEX

Rennes Mégalopole : vivre sous surveillance

Chronique orwellienne

Aujourd'hui dans la rubrique « Big Brother a la trique » je vais vous parler de son dernier rejeton rennais, j'ai nommé : KorriGo. Ce n'est pas une marque de lessive ou le nom du dernier slip kangourou à la mode mais alors kesskessaikessa ?

Des questions...

En novembre dernier j'ai eu le plaisir de recevoir le premier courrier de propagande du STAR (1) qui expliquait dans les grandes lignes les fameux avantages de cette carte et qui me som-
maient de remplir leur formulaire afin de permettre la confection du fameux sésame KorriGo sous peine de suppression de mon titre de transport (fourni gracieusement par le CCAS (2)).

Aimable et didactique le TSAR prenait les devants et posait la fameuse question qui déjà me turlupinait :

« Qu'est ce que cela va changer pour vous » ? La réponse imparable la voici : « La carte KorriGo est une carte à puce personnalisée qui sera indispensable pour voyager sur le Réseau Star dès mars 2006 ». Non content d'une explication si brillante le courrier précisait : « Plus moderne, plus adaptée, plus pratique, la carte billettique KorriGo a le format d'une carte de crédit ». Ah bah me voilà rassuré ! A mon tour je me suis posé des questions: plus moderne pour quoi faire ? Plus adaptée pour qui ? Plus pratique pour quoi ? Malheureusement le gentil courrier ne répondait pas à ces questions.

...des réponses

C'est en recevant la jolie carte à puce avec ma jolie photo dessus que mes questions ont trouvé réponses. Le titre de la brochure de propa-

gande qui accompagne la carte est explicite : « Avec elle, découvrons les gestes de la billettique. ». On nous y explique donc comment utiliser ce machin indispensable : dont le maître mot est « validation ». Et oui, il faut valider, valider, valider. Explication en gras : « Vous devez valider votre carte KorriGo systématiquement, même si vous êtes en correspondance, même si vous êtes

15) n'est pas suffisante dans le métro rennais ? Quand au couplet sur l'attente des gentils consommateurs-trices, il se passe de commentaires. Une chose est sûre : nous n'avons ni les mêmes intérêts ni les mêmes attentes...

2.- « La carte est la même pour tous. Et parce que tout le monde valide, chacun est sur un même pied d'égalité. » Et oui, à l'heure de sarko-

zysme le syllogisme est roi : si nous sommes tous fliqués pourquoi se plaindre ? Le TSAR promet donc le concept de flicage égalitaire. Il fallait oser mais plus c'est gros plus ça passe !

3.- « La validation systématique permet de limiter la fraude. » Nous y voilà donc. Il a fallu du temps pour qu'ils crachent leur valda. La fraude, ce grand ennemi du TSAR et autres empereurs RATP ! Il y'a quelques temps, le TSAR avait tenté d'enrayer ce fléau en imposant la montée par l'avant dans les bus (3). Mais il reste encore ces usager-es peu scrupuleux-ses qui laissent traîner négligemment ou proposent leur ticket de métro encore valide à d'autres usager-es (ah les

vilain-es !). Et bien ce genre de petite solidarité qui parfois donne encore un peu d'espoir dans le genre humain agace le TSAR. Pourtant ce mode de gruge sympathique ne sera pas touchée par le nouveau dispositif de flicage puisqu'il les tickets à l'unité seront encore vendus (une faille qui doit les gêner d'ailleurs) mais il faudra désormais les valider à chaque changement de bus ou de rame! Le TSAR que le culot n'étouffe pas, conseille bien dans sa brochure de charger les carnets de 10 tickets directement sur la carte « pour bénéficier des avantages qu'offre la billettique » (on voit bien à quels avantages ils font allusion...) mais en quoi cette carte KorriGo va-t-elle réduire la fraude puisqu'elle concerne avant tout les détenteurs-trices d'un abonnement ? Et bien peut-être parce qu'elle crée tout simplement une nouvelle es-



abonn(é) ». Concept intéressant dont on ne saisit pas l'utilité immédiate et qui aurait même tendance à filer des sueurs froides. Jusqu'à présent le seul truc à faire c'était de sortir sa carte d'abonnement ou son ticket (à condition d'en avoir bien sûr) lors des rafles de contrôleurs (souvent une quinzaine dans le métro en comptant les flics).

C'est là qu'intervient la question (encore bien gentille et didactique) du TSAR : « Pourquoi valider systématiquement » ? Ouf, je ne suis pas totalement parano, c'est donc normal que je me pose cette question... Voici les 3 raisons invoquées :

1.- « Les données de validation sont indispensables pour connaître le trafic et donc répondre plus finement à vos attentes. » Bein voyons ! Comment ça se passe dans les autres agglomérations ? La panoplie de caméras et de micros (cf Huchoèr n°

pèce de fraudeur-ses : « Si vous n'avez pas votre carte ou si elle n'est pas chargée, mettez-vous en règle : achetez un ticket... » Il fallait y penser ! Avant si tu avais oublié ta carte de transport, tu devais endurer la gueule de bouledogue du contrôleur mais tu avais la possibilité de la présenter plus tard. A présent, le choix est clair : tu raques et tu raques encore. Pas belle la vie ?

Fichage électronique

Au-delà de l'hypothèse tiroir caisse, il n'est pas saugrenu de penser que cette carte magique ait été mise en place pour d'autres raisons comme le traçage des usager-es dans un but policier par exemple. J'exagère peut-être... Pourtant cette carte n'a strictement aucun intérêt pour l'usager-e puisque son utilisation est contraignante (passer à chaque fois à la borne électronique) et pénalisante. En revanche son utilisation policière peut certainement se révéler très intéressante. Grâce à Korrigo chacun de tes déplacements est enregistré. On sait que tu as pris le bus sur la ligne 666 à 15h18 pour te rendre à Villejean (y'avait une AG) et que tu as pris ensuite le métro à 22h53 en direction du Centre Ville. Au besoin les caméras de surveillance (dans les rames, dans les couloirs et à la sortie du métro) prennent le relais et on est en mesure de connaître ta station d'arrivée : Place Saint-Anne, bingo ! Les soirées sont agitées ces temps-ci et, pas de bol, la flicaille a décidé de se servir du nouvel outil mis à disposition par le TSAR afin d'identifier les fauteurs de troubles (les jeunes qui sortent des bistrots), de les pister et plus si affinités... Bref, pas la peine d'aller plus loin dans ce qui reste de l'ordre de la fiction... On l'aura compris: Korrigo c'est du fichage avec sa carte comportant photos et coordonnées, du pistage avec sa validation électronique et du flicage potentiel.

Mais rassurons-nous, Etienne Fougeray, directeur général du STUR (4) est un vrai protecteur des libertés individuelles : « Les informations sur l'utilisation de la carte ne seront conservées que 48 heures. La mise en place du système a fait l'objet d'une autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des

libertés (5) ». C'est pas mignon tout ça ? Les exemples d'abus à partir de ce genre de dispositif ne manquent pourtant pas. On sait toujours où ça commence mais jamais où ça s'arrête. Regardez les bornes de reconnaissances biométriques dans les écoles par exemple... un bon potentiel là aussi. On pourrait aussi parler de leur Carte Vitale magique. A l'heure où la mode du contrôle social est au regroupement et au recouplement de toutes sortes de fi-



chiers informatiques, comment accorder un quelconque crédit aux propos qui se veulent rassurant? Nous sommes tous et toutes des cobayes dans cette société rongée par le fric, dans cette société aux mains de vautours, de savants fous et de flics !

Ce n'est qu'un début

Cobayes, vous avez dit cobayes ? Revenons-en un peu à la brochure :

Les illustrations sont là pour combler le vide absolu de l'ensemble et représente des personnages qui exhibent la carte comme un accessoire à la mode genre lecteur MP3. Ne reste plus qu'à imaginer les dialogues :

- Ouah tu as la carte Korrigo ?
- Ouais ça déchire d'enfer sa race, chuis trop dans l'moove avec !

On remarquera la volonté de faire « in » dès le nom de cette carte aux consonances bretonnes et ce n'est pas un hasard puisque l'objectif de Korrigo est de s'étendre à l'ensemble des transports périurbains rennais (septembre 2006) puis régionaux (septembre 2007). Au final,

Metro, bus, cars, TER feront partie du dispositif au niveau de la Bretagne. En cela Rennes constitue une sorte de laboratoire dans la grande entreprise de contrôle (gestion diront certain-es) des déplacements des Breton-nes. Une autre brochure de propagande précise même : « A ce jour, la Bretagne est une des premières régions de France à s'être engagée dans cette démarche de billettique commune à plusieurs réseaux de transports. »... Youpi ! En

avant pour le grand Korrigokokoshow !

Et surtout n'oubliez pas : « Ne pas valider devient une infraction. Le geste est simple, il devient vite automatique, pensez-y ! »

KORRIGO-
HOME !

Chromosome Y

1-STAR : réseau de transport en commun de Rennes Métropole que nous appellerons ici TSAR.
2-Centre de Contrôle de l'Asservissement Social.
3-A ce sujet voir le dossier du n°6 de Particule en ligne ici : <http://tondeuse.eu.org>
4-Le STAR est le paravent commercial du STUR qui est la société privée qui sous traite les transports en commun pour Rennes Métropole.
5-Ouest France, 16 février 2006



Quand, comment, pourquoi est né Buruz Buru?

La revue Buruz Buru ("face à face") est née en janvier 2004, car le collectif qui la forme se sentait très touché par le débat autour des OGM, la répression judiciaire des saboteurs/ses, et les prises de positions du mondialement connu José Bové, émulateur d'Astérix et de l'altermondialisme en général.

Buruz Buru a voulu défendre une position claire : contre l'introduction des OGM une seule solution : le non-dialogue avec ses instigateurs et l'action directe comme seule forme de lutte. Position idéologiquement opposée à celle prônée par ce qui s'est nommé à partir de là le "citoyennisme".

Quant à la forme, Buruz Buru se veut monothématique, et approfondir un sujet de débat d'actualité, avec à chaque numéro l'interview d'une ou plusieurs personnes qui soient porte-parole ou aient quelque réflexion à apporter au débat. C'est pour cela que dans le premier exemplaire nous interviewons René Riesel, et appelions également à une campagne de soutien lors de son incarcération (distribution de postales qui représentaient un loup muni d'une énorme clé à molette adressées à la prison de Mende). A souligner en outre que Buruz Buru est une revue "intermittente", et que ce qui nous semble de plus important à tous/toutes les membres du collectif c'est de vivre nos idées dans la pratique.

Un mot sur les symboles que vous utilisez : le sabot, le loup armé d'une clé à molette...

Lorsque nous avons appris que le sabot de bois était l'arme de prédi-

lection des ouvriers industriels du XIXème siècle pour "saboter" la machine, le symbole luddite nous a immédiatement plu, et nous l'avons adopté. Et puis, par rapport aux éco-sabotages que sont par exemple les destructions clandestines de plantes transgéniques, nous avons emprunté l'image du XXIème siècle représentée par le loup armé. Deux époques, deux symboles et une même volonté : détruire le système qui nous empêche de vivre.

Quelles sont vos relations avec les orgas libertaires et abertzale locales?

Nos relations politiques avec les organisations abertzale locales sont nulles, par contre les relations sont solitaires au niveau de l'anti-répressif, et bien sûr il existe des relations personnelles. Cette situation vient de loin. Et dans le second numéro de Buruz Buru, on a voulu montrer les profonds désaccords idéologiques qui n

ent. Quand aux orgas libertaires, comme libertaire que nous sommes nous-mêmes, nous avons des relations d'affinité politique avec les orgas locales comme celles d'Espagne ou d'autres pays. Certains membres du collectif Buruz Buru participent par exemple avec des centres sociaux, en défense de l'occupation, de la distribution alternati-

ve, des maisons d'éditions et quelques librairies... etc, au niveau d'Euskal Herriak. Mais nous avons aussi des relations avec les orgas de l'état espagnol ou français. Et pour ne pas faciliter le travail des Ministères de l'Intérieur et de l'Interpol, on vous soufflera le reste à l'oreille!!!

La question linguistique... Pourquoi Buruz Buru est-il écrit en castillan et en basque (et non pas aussi en français), alors que vous êtes situés en Iparralde?

Bonne question...! Le fait est que si l'on disposait de davantage de temps, on ferait une revue trilingue, mais cela suppose beaucoup de boulot de traduction! C'est vrai que l'on perd en diffusion dans l'Hexagone, heureusement que vous êtes là pour faire parler de nous!

Que pensez-vous du collectif anar Askatasuna des années 80?, et des CAA?

La revue et le collectif Askatasuna appartiennent désormais au passé, (nous raconte le Grand Père du groupe!) mais il ne faut pas oublier que ce sont eux qui ont les premiers posé le débat anarcho-indépendantiste, avec des collectifs anarcho-indépendantistes catalans, très nombreux à l'époque. En conséquence de quoi ils furent expulsés de l'Espagne à laquelle ils appartenaient.

Quant aux CAA, les Comités Anticapitalistes, nous appelons qu'il y a actuellement encore des prisonniers, des clandestins et des réfugiés de ce groupe, et que l'on arrête et juge encore pour des idées...Ce n'est pas ce que l'on en pense? Que le plus important et ce dont on parle moins, c'est de l'auto-organisation du peu-



ple et des travailleurs d'Euskal Herriak qui s'est produite dans les années 70-80 dans les villes, quartiers, villages, usines, écoles et universités. L'offensive des partis et syndicats contre ce mouvement populaire entraîna que des groupes de jeunes participants de celui-ci, passèrent à l'action armée en défense de l'autonomie, afin que l'insurrection populaire mène à bon port ses revendications, sans hiérarchies militaires (qui comme l'ETA luttaient également les armes à la main). Ce mouvement populaire et armé se considérait indépendantiste, insurrectionnaliste, anticapitaliste et autogestionnaire, des termes qui ne nous chagrinent pas, à vrai dire.

Que dire de la situation politique actuelle au Pays Basque?

En ce qui concerne le Pays Basque, on sent venir le moment de la négociation (1) entre l'ETA et le gouvernement espagnol. Pour nous, ce n'est la fin du cycle de la réforme franquiste. C'est à dire, la consécration de la "démocratie", du jeu parlementaire normalisé. En tant que libertaires, nous n'attendons absolument rien de positif de l'issue du processus. Si ce n'est une solution à moyen ou long terme de la situation des personnes incarcérées, exilées, clandestines...

D'autre part il se pourrait que la disparition d'ETA rende possible la récupération de la sphère du social, complètement absente actuellement. On pourrait penser qu'une fois disparue la surmédiatisation dudit "problème national", la question sociale sauterait aux yeux, ainsi on pourrait enfin agir autour de sujets fondamentaux tels que l'espace (ou la propriété privée, l'environnement...etc) et le temps (le travail...etc).

Et que dire de la situation politique des idées libertaires à un niveau plus global?

Partant du fait qu'il n'y a pas "d'autre monde possible", que par conséquent nous devons faire avec celui que l'on a, c'est à dire une planète au bord du chaos créé par la société industrielle, dans laquelle la politique du capital n'est autre qu'une politique de guerre globale, qui fait que notre conception de la Liberté disparaisse et fasse place à une domestication croissante (rendue possible en partie par les "améliorateurs de l'existant" ou altermondialistes), nous pensons qu'il est plus nécessaire que jamais de développer un discours anti-autoritaire et d'agitation permanente.

La lutte contre la société industrielle passe par la défense de nos relations à nos territoires ; "terroirs" ou "lopins" comme diraient les centralistes ; la terre, la langue, la culture, l'auto-organisation (récupération des coutumes communitaires, de la mythologie, du savoir populaire...etc). L'action des groupes tout comme celle des individus doit être de s'opposer aussi bien par des modes de vie comme par des attitudes à la société industrielle. Autrement dit, joindre l'utile (détruire la société industrielle ou collaborer à le faire) à l'agréable (vivre en positif avec pratiques et idées consonnantes avec notre pensée).

Nous considérons finalement que diffuser des idées et rendre le débat possible est d'une importance capitale car c'est ce qui assurera que les insurrections à venir ne soient pas récupérées par les mêmes de toujours.

Longue vie au Huchoèr, eta borrokan elkar ikusiko dugu! C'est à dire : nous nous retrouverons dans la lutte!

(1) L'entretien a été réalisé peu avant le cessez le feu d'ETA.

Une revue anarcho-indépendantiste catalane



Les ami-es catalan-es de Negres Tempestes viennent de sortir le premier numéro de la revue Rosa dels Vents. Comme l'indique son sous-titre, Rosa dels Vents a pour prétention d'être un bulletin de débats libertaires dans les Pays Catalans.

Au menu de ce numéro : la situation des prisons en Catalogne, une critique de l'anarcho-espagnolisme (qui vaut bien l'anarcho-jacobinisme...), un article sur la vie dans les usines de Barcelone au 19^{ème} siècle ainsi qu'une mise au point concernant le révisionisme historique du récent film (*Salvador*) sur Puig Antich, militant du MIL garotté par les franquistes en 1974. Et encore bien d'autres infos croustillantes écrites de A à Z en catalan ! La Rosa dels Vents est téléchargeable sur le site du collectif :

<http://negrestempestes.tk>

Tentations régionalistes ?

En décembre 2005 paraissait un article dans le n°93 de La Lettre du C.D.E.S, le Bimestriel de l'union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT sous le titre « Tentations régionalistes ». L'auteur s'étonne de l'appel de libertaires à participer à une « manifestation régionaliste » à Carcassonne. A première vue, cela nous interpelle également. L'auteur en profite donc pour nous rappeler que dans une perspective anarchiste « la notion d'État, n'a pas par l'essence, de raison d'être. Aussi, toute revendication nationaliste est-elle à proscrire. Par Extension, l'anarchisme s'oppose au régionalisme, qui n'est que la reproduction, à une échelle moindre, de l'État ». Jusque là, je ne vois rien à redire.

C'est donc tout naturellement que j'ai cherché à en savoir plus sur cette histoire. Qui étaient donc ces libertaires qui avaient « oublié le sens des idées dont ils se réclament » qui allaient jusqu'à se renier en finissant dans « la queue d'un cortège dominé par les politiques locaux » ? Et quel était le but de cette odieuse manifestation puisque l'auteur de l'article se borne à parler de « manifestation régionaliste » sans rien dévoiler du dessein des manifestants ?

Une fois connues les véritables motivations de la manifestation, il y a de quoi rester très perplexe. En effet, l'auteur du texte omet de dire que l'unique motif d'ordre de la manifestation était « Per la lenga Occitana » : pour la défense de la langue occitane. Par conséquent si la présence de mouvements régionalistes était évidente, il n'en est pas moins odieux et mensonger d'assimiler cette manifestation à un combat étatiste. Divers syndicats, mouvement politiques et personnalités ni régionalistes ni nationalistes étaient également présentes, car ici il n'était nullement question d'État occitan, mais simplement d'une demande de création d'un service public de radio et de télévision en langue occitane. Il ne s'agissait pas de fermer les frontières d'Occitanie mais que l'ensei-

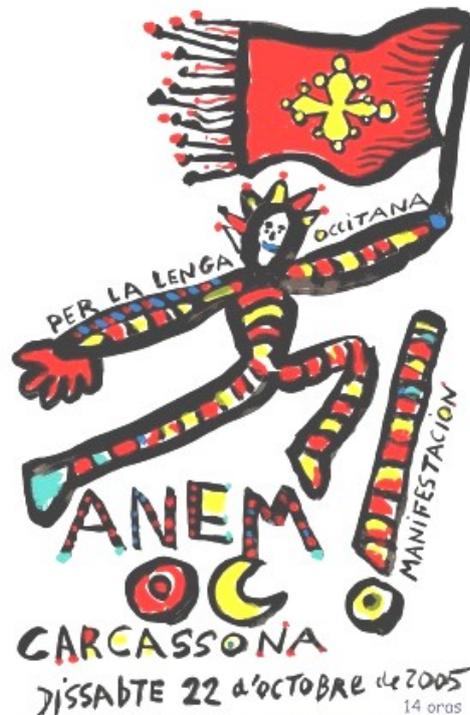
gnement de la langue et de la culture occitane soient accessibles à toutes et à tous. Les manifestants n'entendaient pas constituer de nouvelles frontières, mais réclamaient que les lois françaises cessent de mettre en danger de mort la langue et la culture occitane.

Je n'ai donc pas vu de contradiction avec ce que défend pourtant plus loin l'auteur du texte à savoir que « dans une projection anarchiste, chaque réseau d'individus se retrouve alors libre de cultiver, d'utiliser, de transmettre ou d'échanger avec d'autres des notions qui lui

chesses, du fait des échanges qui peuvent en découler » ? Raison de plus ajoute-t-il « pour lutter contre toute forme d'uniformisation de la culture et contre son encadrement par une structure étatique ». C'est pourtant ce que la langue occitane subit au quotidien sans que l'union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT ne s'en offusque. La langue d'État, le français, encadrée et régie par les lois de l'État français fait peser sur nos langues (appelées régionales dans la dialectique dominante et hiérarchisante) le danger d'une mort à brève échéance. La CNT crie-t-elle au linguicide ? L'oppression de la culture occitane ? Non. Elle s'enferme dans une logique ou l'opprimé qu'il fasse pour s'émanciper transformé en un oppresseur étatique. Langue occitane crève ! Si tu n'es pas doté à temps par l'administration et d'un État qui te respecte tes camarades te respectent par quoi qu'ils en disent... les langues d'États ne subissent aucune discrimination à L'AIT. Pourquoi la CNT AIT n'applique-t-elle pas son raisonnement aux langues d'États ? Pourquoi ne s'élève pas contre les dangers d'une balkanisation européenne simple présence des langues russes, allemandes, danoises, suédoises, espagnoles... comme elle le fait en France pour nos langues ? Pourquoi ne s'élève-t-il donc pas contre les dangers d'une plus grande égalité voire supériorité des langues qui mériteraient un traitement différent ?

La CNT AIT fustige la solution étatiste des mouvements régionalistes ou indépendantistes pour la sauvegarde de leur patrimoine culturel, soit, nous sommes d'accord. Mais quand l'État n'est pas le but recherché (et c'est le cas par exemple des mouvements anarcho-indépendantistes) pourquoi s'opposer à ce genre d'initiative ?

Refuser aux mouvements anarchistes le droit de prendre part à une lutte contre l'uniformisation culturelle tout en déplorant la dite uniformisation est soit schizophrénique soit hypocrite. Je penche pour l'hy-



Organizadors: Institut d'Estudis Occitans, Colònialetu, FELCO, CC-BI, Conselh de la Juventut d'Òc.
Site: www.manifestacionperlaoc.com
E-mail: senhas@30.86.00.50

gnement de la langue, de cultiver, de transmettre ou d'échanger avec d'autres la langue, la culture occitane ? SI ! Encore faut-il qu'elles aient les moyens de s'épanouir librement. Et c'est dans cette logique qui n'a rien d'incompatible avec l'idée d'une société libertaire que la CNT de Carcassonne (il s'agissait d'eux) a appelé à participer à cette manifestation.

D'ailleurs, l'auteur ne daigne-t-il pas affirmer, toujours dans ce même texte que « les différences culturelles sont des ri-

pocrisie.

L'UNESCO estime à plus de 3000 le nombre de langues en danger de disparition au cours de ce siècle, et souligne notamment la responsabilité des politiques linguistiques des États.

La mort d'une langue est irréversible, et j'enrage à imaginer que le dogmatisme de mes camarades puisse contribuer à cette disparition. L'occitan, le breton, l'amazigh n'est pas seulement la langue des occitans, des bretons et des berbères... C'est le bien commun de toute l'humanité, CNT AIT compris. Tuer nos langues pour éviter une pseudo balkanisation, revient à supprimer la population noire pour lutter contre le racisme. Bref, on procède à une discrimination au nom de la lutte contre la discrimination.

C'est cette voie que choisit la CNT AIT. L'étatisme, j'en ai bien peur, ne servant juste de caution. A peine nous laisse-t-elle entrevoir le début d'une parcelle de position favorable qu'elle s'empresse systématiquement d'y opposer des tonnes de mise en garde, pour finir par renier son début d'ouverture. Dans un texte intitulé « Enseignement des langues vivantes et régionales » en 2002, on peut lire : « *Les langues minoritaires ont le droit de trouver une place dans nos sociétés (...). Cependant il est difficile de trouver des limites* ». En effet, la pseudo offre linguistique accordée par l'État est alors perçue par nos camarades comme un éventuel « cadeau empoisonné, un leurre donné aux peuples pour mieux les diviser alors même que la résistance au Capitalisme passe plus que jamais par une union des luttes ». Il fallait y penser.

Unir les luttes, mais en excluant certaines... Limiter les langues régionales sans limiter l'hégémonie des langues dominantes (ici le français).

Un autre texte, profondément odieux, intitulé « l'horreur linguistique » bourré de fausses affirmations, de mauvaise foi et de commentaires plus suffisants et racistes les uns que les autres, montre le (vrai ?) visage de la CNT AIT : « *je veux, disent les néo-patoisants, parler la langue de ma grand-mère* » ; « *Imaginons que le grandiose projet d'imposer comme langue officielle un patois par région aboutisse (...). À chaque pause-pipi, il vous faudra changer de langue* » etc.... L'argument du bilinguisme, réponse à mon humble avis aux terreurs infondées de l'auteur, est étrangement évacué : « *Plusieurs linguistes affirment que la seule langue que la majorité des gens puissent maîtriser en plus de leur langue maternelle, c'est l'Espéranto* » (!) Évidemment, on ne connaîtra jamais ni les sources ni le nom de ces bien singuliers « linguistes », mais quand bien même cette affirmation était réelle, alors l'argumentaire anti langue « régionale » tombe à l'eau. Si l'espéranto est notre langue commune, la seconde langue peut indifféremment être le breton, le castillan, l'inuit ou le français sans problème de compréhension.

Il est inconcevable que des libertaires osent associer paix sociale et appauvrissement linguistique, combat anti-raciste et uniformisation culturelle. Il est particulièrement abjecte que des camarades luttant soit disant pour un monde meilleur condamnent nos langues et nos cultures à une mort certaine sous d'aussi falla-

cieux prétextes. Il est incompréhensible enfin, que des camarades libertaires puissent s'appuyer aussi désinvoltement sur une vision si hiérarchisée des cultures. La haine, le racisme et la xénophobie se nourrissent du refus de la diversité... pas de nos différences.

Emma Hillson



Affiche bilingue de la CNT Limou

Human Extinction

Setu ! Degouezet eo bet Human extinction, pladenn nevez Skuds & Panic People ! E stumm digipack eo ar wezh-mañ, ha get an taol lagad kentañ ar an dra, n'eo ket lous tamm ebet dija. Product eo bet get Skuds Prod ha Learn On Me.

Cheñchamanchoù 'zo bet er strollad a-c'houde ar bladenn paset : Jérôme, ar gitarour, 'zo oaet kuit. Kendere'hel 'n eus Girole (unan ag an daou ganour) get ar gitar. Arruet eo Mac Duff, a son dija e Mat da Lao, get ar saxofon hag an tin wistlthe. Hennañ 'n eus graet tresadenn godell ar CD ivez.

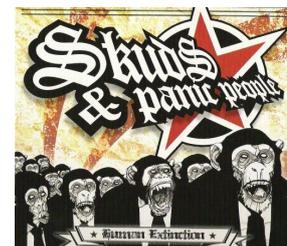
A-zivout ar sonerezh, emañ ret din lâroul n'eo ket fall tamm ebet ! Cheñchamanchoù line up n'o deus ket saotret ar son, gwelloc'h-gwell eo 'vit lâroul ar wirionez. Bepred "Skatooacore" (heu... dre vras etre street-punk ha ska-2-tone) nerzhuz, get testennoù stourm e galleg hag e saozneg.

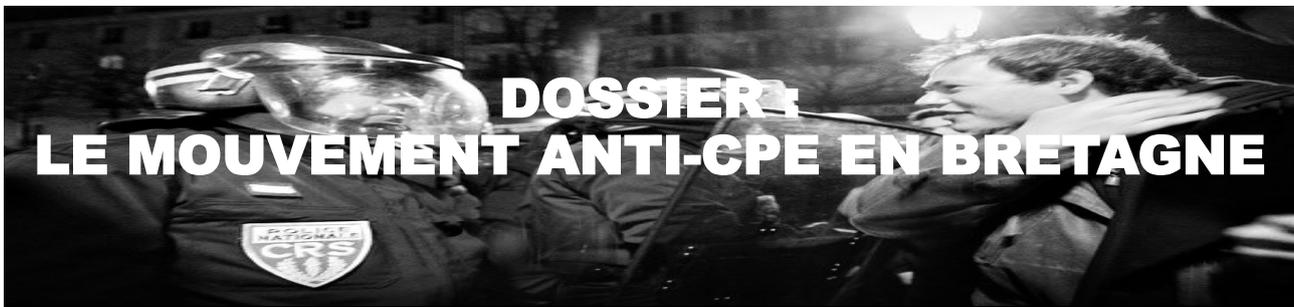
Ar bladenn a gomañs kreñv get *Roazhon*, n'eo ket dudius tre (an eubeut a) destenn, met ar sonenn-mañ a ziskouez doc'htu spered ha startijenn ar Skudsoù. Plijadur a vo d'an dud a anava mat ar strollad é tizoloñ eo bet enrollet Rude Night Connexion (a oa dija ar an demo kentañ). Savet e vo ho torn é selaou Class War (hé ! n'int ket "apo").

Ne golloc'h ket na blank nag amzer é tapoud ar CD-se hag é vonet o selaou er sonadegoù ! Rude Boy !

Effacée de l'histoire
La classe des prolétaires
Derrière un écran noir
Le syndicat
We trust in ClassWar

(Class War)





Au

menu de ce petit dossier :

- Une édition spéciale du Huchoèr distribuée lors des manifestations du 28 mars
- Un entretien avec un militant de la CNT FAU de Rennes
- Une synthèse sur la progressive radicalisation du mouvement à Lorient
- Une rétrospective en dates des principales actions qui ont eu lieu en Bretagne de février à avril

V'la le Huchoèr su'rue! *An Huchoèr war an hent!* Le Huchoèr est dans la rue!

-Édition spéciale du 28 mars 2006 -

Si nous sommes encore aujourd'hui dans la rue c'est pour affirmer notre refus du CPE bien sûr, mais c'est aussi pour emmener cette crise politique vers un débat plus large, vers une remise en question globale du fonctionnement de notre société autant au niveau politique qu'économique.

LE CHOMAGE : UN LEURRE POUR LES TRAVAILLEURS !

Même si nous savons que le chômage est inhérent à l'économie de marché, qu'il sert à la classe politique et économique pour conforter ceux qui ont du travail dans un rapport de domination face à la peur d'une perte d'emploi, tous les gouvernements qui se succèdent depuis 25 ans nous ressortent leur sempiternelle lutte contre le chômage dans une hypocrisie à peine voilée. Aujourd'hui De Villepin nous sort sa recette d'inspiration Medef à tendance libérale : sous couvert de mobilisation contre le chômage, le gouvernement veut faire accepter aux futur-e-s salarié-e-s et en l'occurrence les jeunes, qu'il faut savoir prendre des risques pour créer des emplois. Mais ce qu'il ne dit pas c'est que ces risques sont portés uniquement par le corps social et non

par le corps patronal. Ce que gagnent les jeunes c'est plus de précarité, ce que gagnent les patrons c'est plus de flexibilité. Ces risques on les connaît (période d'essai de deux ans, licenciement sans motif) et ce sont les salarié-e-s qui en feront les frais. Or les accumulations de richesses se font aux bénéfiques des patrons et non pas des salarié-e-s et des précaires qui n'ont que leur travail pour subvenir à leurs besoins. C'est à dire qu'on fait porter le chapeau à ceux qui sont les plus démunis face à ceux qui ont déjà des bénéfices. D'une part on accroît les inégalités sociales, d'autre part on enlève encore un peu plus de droits sur nos « acquis ». Car ce qu'on nous prépare c'est l'intégration globale dans une société libérale gérée à la manière d'une entreprise où chaque secteur devient un vaste marché et où les intérêts communs permutent en intérêt individuel.

DISONS NON À UN MODELE DE SOCIETE CALQUEE SUR L'ENTREPRISE !

Pour faire face à ces options, l'auto-organisation des travailleurs, précaires, chômeurs, étudiants et la gestion collective de l'économie nous apparaissent comme étant la solution pour l'égalité et la répartition des richesses.

Aujourd'hui, si la conscience de classe n'est plus ce qu'elle était, il n'en reste pas moins que c'est dans une société de classes que nous vivons : il y a ceux

qui détiennent des capitaux et contrôlent les moyens de production (les entreprises et bientôt ce qu'on appelait le « service public ») et il y a ceux qui n'ont que leur travail comme revenu. Le leurre de l'emploi et la peur du chômage veulent faire accepter à la classe laborieuse plus d'individualisation, de remise en cause de ses droits pour accéder à une société du mérite où chacun se vend. L'individualisation des problématiques frêne la prise de conscience de la domination subie et nos possibilités d'auto-organisation. Pourtant ce que traduit le CPE, comme l'immigration choisie sur CV, c'est que la main d'oeuvre que nous constituons devient une main d'oeuvre jetable dans le jeu de l'offre et de la demande de l'économie de marché.

C'est de cette société dont nous ne voulons pas. Il faut donc dépasser le cadre du CPE. Le marché et le code du travail tels qu'ils existent aujourd'hui, pas plus que la valeur intrinsèque du travail, ne sont pour nous une fin en soit. Le CDI tel qu'il existe n'efface pas les inégalités sociales et l'exploitation ! Nos luttes ne doivent pas rester sans lendemain et ne doivent pas se limiter à la défensive.

A l'instar des assemblées générales dans les universités, organisons-nous collectivement sur nos lieux de travail, dans nos quartiers ou villages pour mettre un terme au CPE/CNE et dresser les actions futures vers la démocratie

Le mouvement à Rennes

Entretien avec la CNT-FAU de Rennes

Salut camarade! Peux-tu tout d'abord te présenter et décrire l'activité de la CNT-FAU sur Rennes ?

Salut, je m'appelle Envela. Je suis en Master 1 Études théâtrales. Je me suis syndiquée à la CNT suite au mouvement contre la réforme LMD-ECTS et la loi de Modernisation des Universités.

La CNT-FAU, qui est une section universitaire du Syndicat des Travailleurs de l'Éducation du 35, regroupe actuellement entre 15 et 20 personnes sur les deux universités. Contrairement aux autres organisations étudiantes, elle syndique dans la même structure étudiants et personnels (enseignants, IATOSS,...) dans un réel cadre intercorporatiste. La section existe depuis 10 ans.

Elle mène des luttes quotidiennes pour la défense des intérêts des travailleurs et des étudiants. Elle lutte aussi pour plus d'autogestion sur la fac. Mais bon, je vais pas vous réciter la plate-forme de la CNT-FAU...

Depuis le début de l'année universitaire, nous avons mené une petite lutte avec Sud-étudiant, l'UNEF et des non-syndiqués contre la précarité des conditions de vie des étudiants. L'occupation du CROUS de Rennes nous a permis d'obtenir que des cités-U dans un état lamentable soient remis aux normes. Nous

avons eu quelques cas d'étudiants étrangers en difficulté face à la préfecture, en particulier une étudiante chinoise de Rennes 1 que la direction de l'université refuse de sou-



Le campus de Rennes 2 en ébullition

nir...

De plus, nous tenons des tables de presse et des permanences régulières sur la fac de Rennes 2.

Exercice difficile : un petit résumé du mouvement anti-précarité sur Rennes depuis la fin janvier ?

Suite à l'annonce de la loi «Égalité des chances» et du projet de CPE, les organisations dites de jeunesse lancèrent les premières AG plutôt informatives et quelques manifestations qui ont vite pris de l'ampleur et ont conduit, le 7 février, au vote du blocage. La grève sur l'université de Rennes 2 était née !

Suivirent manifestations, actions et premières confrontations violentes avec la milice du capital un jeudi soir lors d'une manifestation nocturne. Le mouvement s'amplifiait dans toute la France ; les actions et occupations devenaient alors de plus en plus radicales (blocages de la gare et de la rocade) fédérant les étudiant-e-s et

lycéen-ne-s qui, à leur tour, bloquent les lycées avec détermination. Contrairement aux manifestations mairie-mairie, les actions de blocage et d'occupation ont un effet direct sur l'économie et sont réprimées violemment. Les grosses manifestations sont presque tout le temps suivies d'affrontements avec les CRS et les Gardes mobiles. La répression est féroce et arbitraire. En même temps, la convergence

interprofessionnelle dépasse les bureaucraties syndicales (exemple du centre de tri de Rennes Airlande où la solidarité des salarié-e-s s'est exprimée face aux flics appelés par le patron). Le mouvement s'est principalement terminé avec la pseudo victoire annoncée haut et fort par les centrales syndicales représentatives et l'UNEF.

D'après toi, quels facteurs ont été déterminants dans le relatif succès de ce mouvement (par rapport à celui de novembre 2003 par exemple) ?

On ne peut pas occulter le fait que les bureaucraties syndicales ont permis la pérennité du mouvement grâce à leur unité. Mais, cette unité n'était basée que sur la lutte contre le CPE avec les difficultés que l'on sait pour appeler à la grève. La relative unité avant le début du mouvement de toutes les organisations à Rennes 2 a permis une grande efficacité de l'information que nous avons pu donner aux étudiants.

La véritable force du mouvement est venu de l'implication forte des non-syndiqués dans ce mouvement. A Rennes 2, certains étudiants que l'on



A Rennes l'ordre règne?

voit peu sur les autres luttes se sont investis et ont fait preuve d'une initiative et d'une efficacité assez dingue. Cette suractivité nous permis d'aller toucher assez vite d'autres secteurs que le monde universitaire.

Ensuite, la force du mouvement vient aussi de l'ampleur de l'attaque contre laquelle nous nous sommes défendus.

Pour comparer ce mouvement à celui de Novembre 2003, sa réussite est due aussi au fait qu'il attaquait les conditions de travail des salariés ou futurs salariés. En Novembre 2003, la rébellion portait sur des thèmes que les gens qui n'étaient pas concernés ne pouvaient pas comprendre.

Parle-nous du rôle des différentes organisations syndicales et politiques au sein du mouvement...

A l'origine, les organisations qui allaient des Jeunes Radicaux de Gauche à Alternative Libertaire pour le politique et de l'UNEF à la CNT pour le syndical se sont regroupés au sein d'un collectif d'organisations afin de faire de l'information et d'organiser la première AG. Ce collectif devait se dissoudre une fois que le mouvement aurait débuté. Cela n'allait pas forcément de soi...



La BAC rennaise à l'oeuvre

Photo : François Legeait

Après les premières AG, les organisations, certes présentes, se sont fondues parmi les étudiants en lutte. Il faut toutefois souligner un fort prosélytisme de la part de la Fraction de lutte ouvrière.

Évidemment, l'UNEF essayait aussi de contrôler le mouvement même si elle a été largement et rapidement débordée. Le reste des organisations ont accepté largement de s'effacer devant le mouvement qui avait son organisation à lui, même si les drapeaux ressortaient en manif et que les syndicats apportaient une aide matérielle.

Et les anti-grévistes ?

Les personnes opposées au blocage de l'université ont eu de plus en plus de poids dans le déroulement des AG puisque, au bout de deux mois de grève, nous ne parlions presque plus que de la question du blocage. Ainsi,

nous ne pouvions plus traiter des sujets politiques comme, par exemple, ce que nous voulions réellement de ce mouvement, c'est-à-dire simple retrait du CPE ou de la LEC ou de la capacité révolutionnaire du mouvement.

Toutefois, la durée du mouvement s'explique aussi par leur incapacité à s'organiser collectivement malgré la présence dans leurs rangs d'individus peu fréquentables encartés à l'UNI, aux Jeunesses Populaires ou au FNJ. Parmi ces anti-grévistes, il existait aussi des gens opposés au blocage mais aussi franchement opposés au CPE.

En fait, l'activité principale des anti-grévistes s'est résumé à venir faire chier les piquets de grève (avec une mention spéciale pour le Mastères AES) ! De plus, les interventions hystériques de certains d'entre eux lors des AG ont aussi aidé à les décrédibiliser...

Quel a été le degré d'implication intercorporatiste (vis-à-vis des personnels de l'Université entre autres) ?

Assez rapide. Au bout de deux ou trois semaines de grève, les personnels de l'université se sont réunis à leur tour en AG pour discuter de leur implication dans le mouvement. La question de la grève des personnels s'est très vite posée même si certaines personnes, dont des syndicalistes de la CFDT, y étaient très opposées.

Cependant, le taux de grévistes, les jours de manifestations dans toute la France, n'a jamais dépassé la soixantaine de personnes – dont moins d'une dizaine de professeurs ! Nous ne pouvons pas dire que, sur Rennes 2, le mouvement était effectivement interprofessionnel.

En revanche, les lycéen-ne-s ont presque immédiatement pris part au mouvement et ont rapidement été largement majoritaire dans les manifestations.

Concernant les autres secteurs, il a été très difficile de les faire se bouger, en particulier parce que les seuls contacts dans les boîtes se résument souvent à des contacts syndicaux qui attendent souvent, mais pas tout le temps, le feu vert de leur hiérarchie.

Les contacts à la base que nous avons pu établir en difant à PSA, à GOMMA, à la Poste, à la SNCF ou dans les ANPE nous ont malgré prouvé que les gens étaient favorables au mouvement, les initiatives étant souvent bloquées par les hiérarchies syndicales.

Décris-nous l'organisation interne du mouvement, quels commentaires peux-tu faire à ce sujet (du point de vue de l'autogestion et de la démocratie directe notamment) ?

Le mouvement s'organisait en commissions et comité de grève ouverts à tou-te-s.

La commission externe était chargée des diffs sur les boîtes, les lycées ainsi que pour les relations avec les médias. La commission interne organisait la vie de l'occupation et se chargeait de tirer le matériel de propagande (tracts, affiches,...). La commission action était chargée de préparer les manifs et les actions. Le comité

de grève, lui, préparait les AG en établissant un ordre du jour provisoire et en se chargeant de proposer un bureau à l'AG, bureau évidemment révocable par l'AG. Ces commissions et ce comité n'avaient aucun pouvoir décisionnel et ne se chargeaient que de tâches techniques.

Toutefois on retrouvait dans ces organes un noyau dur de 200-300 grévistes. Les AG, lorsqu'elle regroupait plus de 2000 personnes ressemblaient plus à des organes d'enregistrement qu'à de vrais lieux de débat. Ceci pose le problème de l'organisation d'un mouvement démocratique aussi massif. Il faudra sûrement penser à d'autres modalités d'organisations lors des prochains mouvements.

Toutefois, les votes se sont toujours faits à main levée et quand des votes à la carte d'étudiant ont eu lieu en fin de mouvement, ceci se passait toujours dans le cadre d'une AG et seule l'AG décidait des modalités de vote. Ce qui nous a obligé à bloquer un vote sur le blocage organisé par la présidence en milieu de mouvement...

Au sujet de l'attitude de la direction de Rennes 2 (et notamment du président Marc Gontard nouvellement élu) on a dit qu'elle était assez favorable au mouvement. Qu'en penses-tu ?

Elle a eu une attitude ambiguë en soutenant dans le fond mais pas sur la forme malgré que le 7 février la fac a été fermée administrativement pour permettre à tous de se mobiliser. En privé, M.Gontard aurait déclaré que nous ne pouvions que bloquer pour gagner contre le CPE. Le président, en se faisant le porte-parole de la direction, est intervenu quelque fois, ce à quoi la CNT-FAU s'est toujours prononcée opposée. A la fin du mouvement, lors d'assemblées chaotiques, le président a contribué à augmenter les tensions entre grévistes et anti-grévistes en exigeant le retour en cours.

Il a pas mal été question de la violence. Quel rôle ont joué les éléments dits « violents » au sein du mouvement ? Et les « anti-violents » ?

Le mouvement n'a jamais prôné la violence en tant que tel. Mais, les premières violences sont venues des forces de l'État qui n'ont pas hésité à gazer les occupants pacifiques de la gare à la fin d'une manif. Et cela alors que les usagers étaient encore dans la gare.

La CNT-FAU n'a jamais appelé à la violence, mais celle-ci se justifiait face à la violence que l'État et le système capitaliste nous imposent. C'est le sens de la banderole « Nous sommes tous des casseurs » que l'AG avait décidé de placer en tête de manif suite à la proposition d'un membre de la CNT-FAU. Ce slogan signifiait aussi montre refus des divisions médiatiques stériles su l'on voulait nous imposer.

Certaines personnes refusaient la violence. Elles ont fait peu de poids face à la radicalité du mouvement. De plus, l'autisme et la réponse uniquement judiciaire des autorités ont contribué à radicaliser le mouvement.

Quel bilan structurel tire la CNT-FAU de ce mouvement ?

Notre audience et notre apparition à la fac se sont accrues. De plus, quelques personnes nous ont rejoints. Mais surtout, je pense que les grévistes gardent de nous une bonne image car nous avons été présents au jour le jour sur les piquets, à faire le ménage dans le Hall B, durant les réunions, dans les actions. Nous étions grévistes à 100% et pas seulement lors des AG ou des comités de grève...

Et les perspectives ?



Nous comptons clairement continuer à lutter contre la précarité en général avec les personnes encore motivées. De plus, une lutte s'annonce en ce qui concerne le calendrier universitaire que la direction veut modifier en faisant passer les sessions de rattrapage en Juin. Bref, nous continuons notre activité syndi-

cale... La lutte continue !

An Oriant : la radicalisation du mouvement anti-CPE

Pour la première partie du mouvement anti-CPE à An Oriant, très pacifiste, voir le No pasaran d'avril. De simples manifs gentillettes mais progressivement en nombre, accompagnées de quelques blocages de la fac ponctuellement. C'est dans cette lignée que le mardi 28 mars se déroule une énorme manif^o de 15 000 personnes dans les rues d'An Oriant, ce qui change grandement des rares manifs aux quelles la ville peut assister mais aussi des premières manifs où nous n'étions que quelques centaines de lycéen-ne-s et d'étudiant-e-s.

Dès le jeudi suivant, le 30 mars, deux actions « coup de poing » ont été décidées, et c'est donc un cortège qui décolle de la fac en tout début d'après-midi. Ce cortège est néanmoins composé essentiellement de lycéen-ne-s, à croire que les étudiant-e-s « bisounours » ne se sentent pas concerné-e-s. La première étape est le pont Saint-Christophe, à la jonction entre An Oriant et Lann-er-ster, où le cortège rejoint un détachement du lycée Jean Macé venant de Lann-er-ster ainsi que des étudiant-e-s des Beaux-Arts. Le nombre est ainsi porté entre 300 et 400 jeunes, bloquant le pont avec l'aide des flics qui instaurent une déviation aux entrées de celui-ci, mais même le pont simplement fermé, cela gêne les véhicules désireux de passer de part et d'autre du Scorff. Nouvelle étape à atteindre en milieu d'après-midi : la gare, nouveau terrain d'action préservé jusque là. Un petit comité d'accueil nous attend, une quarantaine de policiers en tenue anti-émeutes détachés de Gwened, que l'on aperçoit au loin devant les quais. Pas de CRS donc mais enfin des ennemis clairement identifiés en face de nous. On bloque le passage à niveau au niveau de la gare d'échange de bus, bloquant ainsi la voie ferrée et une artère importante d'An Oriant. Au bout de deux heures d'occupation dans le calme, les flics semblent s'agiter et dès lors se pose la question de se bouger ou non, débat agité avec notre SO, pressé de nous faire partir, dont les tentatives échouèrent. Il en sera de même pour les sommations d'un élu local arborant fièrement son bandeau tricolore. Les flics eux savent comment nous faire déguerpir, et ne se donnant même pas la peine de nous virer physiquement, balancent donc des lacrymos, en réponse aux chants « étudiants non violents » balancés par les jeunes assis-e-s sur les rails. Retraite effectuée donc avec merveille. Les flics se retrouvent ainsi maîtres du passage à niveau, le groupe se trouvant donc scindé en deux. Les quelques membres CGT et SUD présents parlementeront avec les flics pour que le groupe fasse jonction et retourne sur Lorient, après quelques autres gazages et chants inappropriés tel le fameux « CRS SS », mais quasi aucun projectiles ... les journaliers locaux ne se privent toutefois pas de parler ensuite de « bataille du rail » ou d'« affrontements », le tout en attribuant la faute aux lycéen-ne-s, toujours dans la même logique de pointer du doigt un bouc émissaire. Le groupe finit donc devant la sous-préf^o protégé par quelques gardiens de la paix,

avant de se disperser, non sans être content d'avoir bien rentabiliser l'après-midi !

Vient avril, et le lundi 3, l'État ne semblant toujours pas décider à écouter les revendications de ceux et celles qu'il est sensé représenter. A l'initiative des lycéen-ne-s, la gare se retrouve de nouveau bloquée ce lundi après-midi, on ne change jamais une équipe qui gagne, les forces de l'ordre dissiperont les jeunes grâce à leurs objets odorant et fumant, il ne faudrait quand même pas trop approcher ces dangereux jeunes, des fois qu'ils mordent.

Mardi 4, grosse journée de manifestation, et c'est ainsi presque 20 000 personnes présentes dans les rues d'An Oriant le matin, jeunes comme moins jeunes, la fac étant



également bloquée dès le matin pour la journée dite d'actions. A la dispersion aux heures du midi, un groupe décide d'occuper une nouvelle fois la gare, enfin le passage à niveau en question, ce qui est effectif en tout début d'après-midi, grâce à la présence fluctuante de 300 à 400 personnes. L'après-midi est belle, on profite du soleil, pas de cognes à l'horizon, tout se passe pour le mieux. 15h45, l'heure du clairon sonne, les policiers en tenue playmobil descendent des quais, ainsi que des CRS, prouvant ainsi la dangerosité des personnes présentes là. Réaction étrange, c'est le groupe anti-CPE qui se présente aux forces de l'ordre, en leur offrant quelques pierres abondantes sur les rails, comme pour leur indiquer la bienvenue. Les premiers gazages en panique se font donc, les lacrymos heurtant même la passerelle en hauteur, retour à l'envoyeur ... Mais face aux lacrymos, la grosse majorité des personnes bat en retraite. Toutefois, quelques projectiles sont toujours envoyés sur les cognes, une mini-émeute se développant même d'un côté du passage à niveau réinvesti par les flics, face au groupe de CRS, qui en nombre pas conséquent, ne peut s'aventurer trop loin. Ce sont donc des aller-retour qui s'imposent, les flics avancent, les « casseurs » reculent, les flics reculent, les « casseurs » avancent. Les multiples petites rues sont d'une aide précieuse, les policiers misant eux sur l'attente de renforts et les interpellations effectuées par les soins de la BAC

et autres RG. Peu de casse est à signaler, quelques rétros et poubelles renversées et envoyées en direction des CRS, les émeutiers s'autorégulant, sauvant la vie ainsi à un abribus commençant à être pris pour cible. Le retour au calme ne s'effectue que vers 17h00-17h30. Les gages quant à eux sont bien effectués, de part et d'autre du passage à niveau, histoire de parfumer le quartier. De l'autre côté, le groupe est plus important mais aussi plus calme, finissant par s'asseoir au devant des flics, offrant quelques fleurs pour changer des pierres, malheureusement les flics usant de la matraque pour réprimer les quelques personnes assises trop proches d'eux et du passage à niveau. Les dernier-ère-s militant-e-s quittant les lieux vers 18h00, quelques un-e-s lançant avec une certaine ironie des « à demain » aux cognes, paroles rapportées fièrement par la presse ensuite ! Bilan de la journée : aucun train n'a pu circuler sur la ligne Kemper-Gwened entre 12h30 et 17h00 et apparemment 13 interpellations, le tout pour une première improvisation d'affrontements avec les flics plutôt concluante dans la ville.



En parallèle sur les routes inutilisées, se déroule une sorte de kermesse avec barbecue, pour ravitailler et divertir les troupes lycéen-ne-s et étudiant-e-s. Longue journée mais intéressante d'un point de vue organisation de blocages routiers.

Le CPE étant finalement retiré le lundi 10 avril, cela réjouit donc la grosse majorité des militant-e-s, sonnait également la fin des actions « coup de poing », ainsi que les AG, se faisant plus rares et très vides, dehors ou l'IUT, la cale de la fac se trouvant squattée par un groupe de théâtre, déclaré dès lors comme contre-révolutionnaire et à la solde de l'État.

Fin du mouvement et même fin des cours et donc partiels à l'horizon, s'en est fini de cette forte mobilisation qui n'aboutira finalement sur pas grand chose au vu des moyens utilisés et du nombre de personnes engagées. On peut par contre se réjouir d'une certaine radicalisation de ces mouvements, possible même dans des villes

Nouvelle journée d'actions le jeudi 6 avril, qui sera finalement la dernière, la décision est prise de bloquer des ronds-points en face des Beaux-Arts et donc de certains accès au port de pêche, tout en bloquant pour la journée également la fac. C'est donc tôt le matin que la journée commence, l'effectif étant réparti entre la fac à bloquer et la rue. Le blocage de ces ronds points, en fait un réseau de quelques routes inutilisables entre ces ronds points, se fait de 8h30 à 17h00, avec l'« accord » et la surveillance des policiers, alternant néanmoins avec des voyages à la gare où s'amassent également quelques jeunes. Nouvelle journée ensoleillée, ça tombe bien on est dehors, diffusion massive de tracts aux automobilistes qui très souvent nous soutiennent, peu d'incidents, mis à part quelques fous du volant bravant les barrages.

où la tradition contestatrice est plutôt faible, preuve que partout nous pouvons tou-te-s nous mobiliser durement si la situation l'exige.

Manu

La **Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)** rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, Kailh Du pour la région de Lorient, ainsi que des individuEs.

Coordination : cbil@no-log.org

Collectif Treger Disuj : treger.disuj@no-log.org

Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Huch! : huch@no-log.org

Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Ti an dispac'h : ti.an.dispac'h@no-log.org

TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Contact Lorient : kailh_du@no-log.org

Contact Brest : cbil_brest@no-log.org

Contact Nantes : penngouillo@no-log.org

**BREIZH DIZALC'H
HEP STAD NA MESTR !**



07/02 : 5000 personnes manifestent à Saint-Brieuc, 10 000 à Rennes, 10 000 à Nantes, 5000 à Brest, 2500 à Quimper, 4000 à Lorient, 500 à Lannion, 300 à Dinan. La fac de Rennes 2 vote le blocage.

08/02 : la grève est reconduite à l'université Rennes 2 et une manifestation a lieu en ville.

09/02 : 5000 manifestants se retrouvent dans la rue à Rennes, 1500 à Quimper, quelques centaines à Lannion, Guingamp, Fougères...

13/02 : 300 étudiants bloquent le TGV à Lannion. Sit-in à Tréguier pour protester contre le renvoi d'élèves grévistes.

14/02 : 7000 manifestant envahissent la gare de Rennes, 1500 se mobilisent à Brest, 1100 à Quimper, 500 à Lannion et à Vannes, 100 à Guingamp. 200 étudiants envahissent l'aéroport de Lannion.

16/02 : blocage de la sous-préfecture à Lannion ; 3500 manifestants sont mobilisés à Rennes et un grand charivari de nuit rassemble 1000 personnes qui montent des barricades en ville. 500 étudiants investissent le Mac Do du centre-ville à Brest pour dénoncer les emplois précaires, puis bloquent les entrées d'un centre Leclerc. 450 lycéens manifestent à Dinan, 600 à Lorient, 300 à Quimper et 2000 à Nantes.

21/02 : mobilisation à Rennes où une tentative de peinturlurage du siège du Medef est chargée par les forces de l'ordre ; à Lorient c'est la permanence UMP qui est visée. 500 personnes manifestent à Brest.

07/03 : 20 000 personnes manifestent à Nantes, 15 000 à Rennes, 10 000 à Brest, 4000 à Quimper, 200 à Redon, 150 à Fougères, 100 à Saint-Malo. 800 manifestants bloquent la gare à Rennes avant d'en être délogés.

14/03 : longue marche anti-CPE à Rennes où 6 000 étudiants et lycéens se sont rendus jusqu'à l'usine CF Gomma et la rocade.

16/03 : 10 000 manifestants à Rennes se mobilisent à l'appel des coordinations lycéennes et étudiantes. La mairie est occupée le matin et de nombreux affrontements ont lieu jusque dans la soirée ; à Nantes également grosse mobilisation. A Saint-Brieuc ce sont 2000 personnes qui manifestent et occupent la gare.

17/03 : premières comparutions immédiates à Rennes où certains prévenus écopent de prison ferme, suite aux affrontements de la veille.

18/03 : manifestations un peu partout en Bretagne avec des grosses mobilisations.

21/03 : 6000 manifestants se retrouvent dans les rues de Nantes, 3000 à Rennes ; à Brest 100 étudiants tentent de rallier Quimper à vélo pour une opération escargot, mais sont empêchés par les gendarmes. A Saint-Brieuc 3 lycées sont bloqués, une manif a lieu l'après-midi.

23/03 : 1500 personnes défilent à Saint-Brieuc, 500 piqueniquent devant la sous-préf à Lannion, 300 manifestent à Guingamp et 200 se rassemblent devant la permanence de député Marc Le Fur à Loudéac. Forte mobilisation à Rennes également où une partie de la manif tente d'envahir les galeries Lafayette.

24/03 : nouvelles comparutions immédiates à Rennes.

28/03 : nouvelles manifestations à Rennes avec 30 000 personnes, à Saint-Brieuc 20 000, 1700 à Quimperlé... et affrontements violents autour de la place de Bretagne à Rennes.

29/03 : un blocage de plusieurs accès de Rennes est réalisé tôt le matin.

30/03 : des lycées sont bloqués à Saint-Brieuc et une manif a lieu également. Environ 400 lycéens lorientais hostiles au CPE se sont installés sur les voies ferrées de la gare et des affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre. 300 lycéens ont manifesté dans les rues de Lamballe, à Dinan ce sont 250 élèves qui ont défilé dans les rues. A Brest 200 étudiants ont investi l'aéroport de Brest-Guipavas durant une heure. Des lycéens et étudiants bloquent ponts et ronds-points. A Rennes c'est la route de Lorient qui a été bloquée ainsi que des voies ferrées.

31/03 : des lycéens bloquent des ronds-points à Saint-Brieuc. 300 lycéens ont manifesté à Lamballe, d'autres bloquent leur lycée à Loudéac, bloquent l'accès au Leclerc à Guingamp.

03/04 : 300 lycéens peignent en rose une grande partie de la façade de la sous-préfecture à Lannion, d'autres bloquent la gare à Lorient, tandis qu'à Loudéac ce sont des ronds-points qui sont bloqués. A Dinan également est recensée une manifestation.

04/04 : c'est grosse journée de mobilisation : 26 000 manifestants à Brest, 10000 à Quimper, 5000 à Morlaix, 500 à Guingamp, 15000 à Lorient, 8000 à Vannes, 7500 à Lannion, 20000 à Saint-Brieuc, 1500 à Saint-Malo, 35000 à Rennes, 70000 à Nantes, 20000 à Saint-Nazaire. Des affrontements ont lieu à Rennes près du local de l'UMP ainsi qu'à Lorient et à Saint-Brieuc dans les gares.

05/04 : des blocages routiers ont lieu à Rennes ; une manifestation opposent des anti-blocage aux grévistes place de la mairie. Ces derniers chargent les anti-blocage et les entartent. A Lannion 400 étudiants et lycéens bloquent une zone d'activités.

06/04 : 2000 personnes défilent à Rennes, occupent la fac de droit. Le local de l'UNI est investi et des barrages routiers ont également lieu, comme à Nantes où des ANPE sont également prises à partie et leur mobilier déménagé, les offres d'emploi brûlées. A Lannion 350 lycéens manifestent en taguant des slogans en rose sur les édifices publics, à Quimperlé 100 personnes se rassemblent également. A Dinan un lycée est bloqué comme à Guingamp, à Loudéac des ronds-points sont bloqués ainsi qu'à Saint-Brieuc.

10/04 : la gare est investie par une quarantaine de lycéens à Guingamp, 150 personnes se rassemblent devant le commissariat de Lannion pour protester contre des interpellations.

L'courrou d'nétei

Voici d'autres dates qui viennent s'ajouter à la rétrospective de la lutte anti-CPE en Bretagne (page 16) :

BREIZH

Denez Riou est réincarcéré au centre pénitentiaire de Ploemeur dans le cadre des condamnations faisant suite au vol d'explosifs à Plevin. Une dizaine de personnes de la **CARB** l'accompagnaient.

Le végétarisme : un projet de société! ***La chronique pas gentille (mais réaliste) de [jān]***

Voici un sujet qui me tient à cœur depuis longtemps. En effet, je suis devenu végétarien il y a quelques années, et il me tardait d'en laisser une trace écrite dans ces colonnes. Et puis lorsque tu décides de le devenir, tu t'engages dans une voie pour laquelle il faut constamment se justifier. C'est pourquoi je voudrais ici, pour notre lectorat, donner quelques précisions sur la chose, combinant quelques infos somme toute basique, et un point de vue personnel.

Loin de moi l'idée de me présenter en chantre d'un culte, parangon de la lutte anti-viandard, mais simplement en tant que personne qui vit ça au quotidien, avec mes lacunes et mes imperfections. Devenir ou pas une personne qui ne mange plus de chair animale comporte il est vrai quelques menus problèmes, derrière lesquels on a tôt fait de se planquer, pour ne pas passer dans ce côté obscur sur lequel nous sommes trop peu informés.

Malgré cela j'y suis arrivé plus rapidement que dans la pensée libertaire, car il s'agissait d'abord de céder à une sorte de sensiblerie. Manger des animaux que l'on avait abattu dans le but que nous bouffions tous deux fois par jour me pesait sur la conscience. En fait je ne comprenais pas pourquoi certains s'évertuaient à vouloir sauver les chevaux de l'abattoir, tout en avalant porc, bœuf, volaille, etc. Par ailleurs, cette conviction était renforcée par une meilleure information sur les conditions dominantes de production (et non plus d'élevage) et d'abattage de l'animal : je n'avais plus à escamoter cette réalité.

C'est un voile, qui se levait alors sur cette utopique quête d'harmonie entre plusieurs idées-force : le respect des libertés humaines, le respect des deux sexes, et venait enfin le respect des autres espèces. Bien sûr, aucuns de ces objectifs ne semblent gagné d'avance, tant il est compliqué dans une société occidentale comme la notre, d'être à 100% en adéquation avec ses idées.

Végétarien, je suis devenu végétariste.

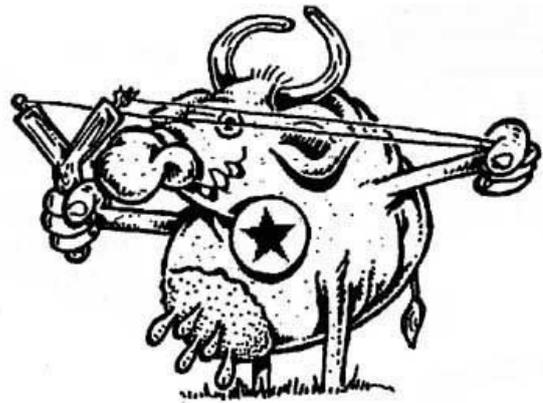
La différence est toute simple. Le premier ne mange pas de viande sans convictions ou par dégoût, tandis que le second a pris pleinement conscience que cette consommation entraîne de lourdes conséquences éthiques, économiques, écologiques ; et on y dénombre de véritables militants.

On peut alors vite se gausser, demander jusqu'où tout cela peut nous mener. Parce que 'faut pas déconner, les bêtes ça pense même pas, 'y a pas d'conscience là 'dans, et puis surtout c'est trop bon pour qu'on s'en passe (finalement c'est un peu comme le pouvoir politique). En somme on nous dira que c'est un peu là pour ça, « qu'on ne fera plus machine arrière ». Mais c'est bien sûr, c'que j'peux être con, ces espèces qu'on exploite pour leur chair, c'qui sort de leur mamelle ou de leur cul, elles n'avaient rien d'autre à foutre que de s'offrir à l'Homme. Comme quoi, il n'y a qu'asservi que l'on peut se rendre utile à quelque chose : Libre, Homme ou Animal ne servent rien, ne servent à rien.

Il nous a fallu des millénaires pour établir, viscéralement, des

définitions erronées de la place de l'animal dans notre société. Le productivisme en avait fait sa propre lecture, le non-respect planté à son paroxysme. C'est la valse, éradiquons les prédateurs qui nous volent notre gibier et nous terrifient (bonne conscience, quand tu nous tiens !), sélectionnons et uniformisons les espèces....

Il est donc pour moi établi qu'une pensée politique puisse faire retrouver à l'Homme sa place dans une société égalitaire, que l'écologie le replace dans la nature, et que le végétarisme nous rende une place parmi les autres espèces (sur ce point je ne peux m'aventurer sur un terrain que je ne cerne pas encore, celui de l'anti-spécisme). Cela n'a pourtant rien



d'évident puisque, que je le veuille ou non, la pression exercée par les États, l'économie, l'éducation et nos traditions guide nos pratiques quotidiennes et au-delà, notre pensée.

Ainsi, je suis irrémédiablement convaincu que le végétarisme peut raisonnablement induire un pan important d'un projet de société différent de celui dont on se bâfre matin, midi et soir. Pour le moins, je tente de faire en conscience, et comme je le peux en pratique, l'expérience d'une perception différente du monde dans lequel nous vivons. Nous pouvons partager le monde et notre soif de liberté avec les femmes, les hommes, et avec ces autres peuples que nous dénigrons avec complaisance. Nous les observons peut-être plus souvent dans notre assiette, les zoos ou déchiquetés sur le bord des routes, que dans la perspective d'être vivants à respecter.

Bien sûr je peux rougir de bien des lacunes en marge de ce discours moralisateur. Je veux comme beaucoup remettre en cause une société qui porte la viande au dessus de son intérêt véritable, faire-valoir supplémentaire proclamant la prédominance de l'Homme. Serait-il prétentieux de présenter pensée libertaire et végétarisme comme étant concomitants ?

Pour l'heure, j'accepte toutes les remarques, même les plus acerbes, pour le peut qu'elles soient constructives. Il était simplement question de lancer le sujet dans le Huchoër.

[jān]



Keleier ar yezhoù

Panorama linguistique

Une langue disparaît en moyenne toutes les deux semaines. Si rien n'est fait, 90% des langues vont probablement disparaître au cours de ce siècle

RUSSE

Les députés de l'Assemblée de la région de Nikolaïev ont décidé vendredi d'accorder au russe le statut de langue régionale. Des décisions similaires ont déjà été prises par les conseils municipaux de Kharkov, de Sébastopol (Crimée) et de Donetsk, ainsi que par l'Assemblée législative de la région de Lougansk.

WOLOF

Microsoft va produire une version en wolof pour ses futurs produits Windows Vista et Microsoft Office 12. Le travail de traduction d'une application logicielle en wolof a été confié à une équipe de linguistes et de professionnels de l'informatique de l'Université Cheikh Anta Diop (Dakar).

YENICHE

La Suisse estime avoir donné suite aux recommandations du Conseil de l'Europe découlant de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Elle reconnaît officiellement désormais le yéniche en tant que langue régionale ou minoritaire.

La traduction des communications

EUROPA

écrites, des documents Internet et des quelque 90 000 pages de droit communautaire, devrait coûter 830 millions d'euros (1,2 milliard de dollars) par an, lorsque ces trois nouvelles langues deviendront «officielles», portant le total à 23.

L'ambassade des Etats-Unis au Cameroun a procédé lundi à Yaoundé

BAMOUN

au lancement d'un projet visant la préservation des manuscrits en langue Bamoun. 15 millions de F CFA seront consacrés à la préservation de ce patrimoine culturel riche de 7.000 manuscrits. L'alphabet Bamoun (Schupamoum) a été inventé en 1896 par le Njoya alors roi des Bamoun.

La plus ancienne langue écrite d'Afrique noire est en train d'être déchiffrée. C'est Claude Rilly, qui

MEONITIQUE

est en passe de déchiffrer une langue mystérieuse qui résiste depuis cent ans aux meilleurs spécialistes.

La Chine compte environ 100 dialectes, dont la moitié sont parlés par un petit nombre de personnes et certains sont même menacés d'extinc-

CHINE

tion, selon un rapport rendu public récemment par le Comité d'État du travail linguistique. Selon le rapport, une centaine de dialectes sont utilisés par 55 groupes ethniques minoritaires du pays, alors que plus de 20 langues sont menacées d'extinction, étant donné qu'elles sont utilisées chacune par moins de 1 000 habitants.

Du 9 au 11 mai s'est tenu à Genève un symposium UIT-Unesco sur le multilinguisme dans l'Internet. Situé en-dehors du processus SMSI-FGI il s'agissait de faire le point sur les

UNESCO

problèmes soulevés par les locuteurs des langues non latines dans le monde

Depuis la rentrée scolaire 2006, l'enseignement des langues et de la culture kanak (ELCK) dans les écoles primaires est devenu un champ disciplinaire à part entière dès le cycle 1. Il vient d'être officia-

KANAK

lisé sur l'île de Lifou.

Depuis début mai et jusqu'à la mi juin, le Conseil culturel de Bretagne mène une campagne d'information avec l'aide de la Région pour faire progresser l'enseignement du bilinguisme breton-français en Bretagne.

BRETON

Francophonie ?



Petra nevez ? Tchi qu'y'a d'neu ?

La chronique du Courrou d'néteie

EUSKAL HERRIA

6/02 : le chanteur basque Peio Sebielle, poursuivi pour avoir hébergé des militants d'ETA, a été remis en liberté.

SANS-PAPIERS

9/02 : manifestation d'une cinquantaine de personnes à l'initiative du collectif pour les sans-paps de Rennes devant les locaux de la Police de l'Air et des Frontières à l'aéroport de Rennes Saint-Jacques.

CONTRE LES OGM

18/02 : mobilisation anti-OGM à Saint-Brieuc
08/04 : 15 000 personnes à Vannes contre les OGM.

DIVERS

18/02 : manif à l'occasion de la sainte-Bernadette contre la Préfette à Rennes
22/02 : Une action d'occupation d'une grue en soutien aux individuEs dans les arbres luttant contre le projet de prison pour mineurs s'est tenue à Nantes.

A VENIR

Le 13 mai, fest-noz de Pen kalet à Gurunuhel.
Le 20 mai festival « kurun vragez » à Pommeret avec Burning Heads, Brigada Flores Magon, Paku Puawai, Brigitte Bop et Right for Life à la salle des fêtes, c'est à 19 h, et c'est 10 euros.
Les 26 mai, 9 et 10 juin c'est la troisième édition des devezhioù Breizh dieub : avec Oi Polloi, Core y gang et K-mikaz le 26 mai à Pen Kalet à Gurunuhel, fest-noz le 9 juin à Rostrenen à la salle des fêtes et enfin expo, projections/débats et concert le 10 juin à Rostrenen avec René Binamé, Noise del Pueblo, Lebowski et Fiskal Bazar (cf encart).
Le 3 juin : manifestation pour la langue bretonne à Rennes ; la Cbil appelle à se joindre aux cortèges.
Du 5 mai au 1er juillet : expo « du Q, du Q, du Q » à la galerie associative Kig hag arz, 7 rue Notre-Dame à Guingamp, ouvertures le jeudi de 14 h à 19 h et le vendredi et le samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

OÙ TROUVER LE HUCHOÈR ?

Roazhon / Resnn :

- Librairie L'Encre de Bretagne, rue Saint Melaine
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend

Sant Brieg / Saent Berioec :

- Librairie Errances

Gwengamp / Guingamp :

- Maison de la Presse, place du Centre
- Galerie Kig hag Arz, 7 rue Notre Dame

Boulvriag / Bourbriac :

- Tabac Presse, place du Centre

Tonkedeg / Tonquedec :

- Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :

- Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

Kemperle / Quimperlé :

- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :

- Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

Gwened / Vannes :

- Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

Kemper / Quimper :

- Librairie Ar Bed Keltiek

Lesneven :

- Tavarn / Ti krampouezh « Chez Tom », 18 straed Itron -Varia

Pempoull / Paimpol :

- Tavarn an tri martolod—Quai de Kerno

Brest :

- Librairie Ar Bed Keltiek

An Naoned / Nantes :

- Infokiosk - B17 - 17, rue Bellamy 2eme cour à gauche

Paris :

- Coop Breizh, rue du Maine

Lille :

- Infoshop, 4 rue de Colmar

Nancy :

- La Casbah, rue Villebois-Mareuil

+ les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes !

A B O N N E M E N T
6 euros pour 4 numéros (chèque à l'ordre de CBIL)
Le Huchoër c/o CBIL
BP 70402
22200 Gwengamp cedex

DEVEZHIOÙ BREIZH DIEUB 2006

3ème Édition

Les **Devezhioù Breizh Dieub**, journées de la Bretagne Libre, sont un ensemble d'événements festifs et militants organisés chaque année depuis trois ans par la **C.B.I.L** et **Harz**. Leur but est de rassembler ceux qui souhaitent s'informer, débattre et faire la fête sur des causes indépendantistes et libertaires. La première édition était centrée sur *la répression sociale et politique en Bretagne et ailleurs*, ce qui a permis de revenir sur les séries de rafles dans les milieux politiques et culturels bretons et de s'intéresser notamment aux législations répressives de l'État français et de l'Union Européenne. La deuxième édition portait sur *la colonisation en question*, sujet d'une actualité brûlante puisqu'une loi mentionnant les « » de la colonisation en Afrique du nord venait d'être votée. La troisième édition permettra de réfléchir aux luttes en Bretagne depuis 30 ans et, bien sûr, à leur continuation. Les **DBD**, c'est aussi la fête, et les concerts sont variés aussi bien par les styles de musique (ska, punk, métal, fest-noz, fanfare...) que par la provenance des groupes (Bretagne, mais aussi Paris, Pays basque, Écosse...).
Concert avec :

26 mai à Pen Kalet / Gurunuhel

Oi Polloi - Core y Gang - K-Mikaz

09 juin à Rostrenen

Fest-noz avec :

Touked Mod Koz

Hetet/Le Goff - Moc'hgwez / Mahé - Corre / Priol

10 juin à Rostrenen

Salle polyvalente à partir de 14h

► Vidéo projection suivi d'un débat

► Exposition photo et archives

► Concert 5 €

René Binamé – Noise del Pueblo - Lebowski - Fiskal Bazar

René Binamé aime la chansonnette et les ritournelles. **René Binamé** accumule les concerts dans les grandes villes et les petits villages. **René Binamé** embrasse son amour sans lâcher son fusil. **René Binamé** juxtapose et superpose les mélodies fluettes et les murs de guitares. **René Binamé** chante en français souvent, en wallon et en flamand parfois. **René Bi-**



namé n'aime pas le capitalisme, il n'aime pas être réduit au travail, il n'aime pas être soumis à l'argent. **René Binamé** préfère retourner la terre, manier la

devezhioù breizh dieub
3e édition
9-10 juin
à viz Even
ROSTREN
30 ans de luttes en Bretagne

Fest noz
Touked Mod Kozh - Hetet/Le Goff -
Moc'hgwez/Mahé - Corre/ Priol

Concert
René Binamé - Noise del pueblo - Lebowski
Fiskal Bazar
Projection / Débat / Expo photo

26 a viz Mae
concert
Oi Polloi
Core y gang
K-Mikaz
à Pen Kalet
GURUNUHEL
(22)

truelle le ciseau le laser, faire l'amour au bord de la rivière, gambader dans la bruyère... René Binamé aime le pogo convivial, tendre, chaloupé, langoureux, pas le pogo bobo. René Binamé a pondu une chiee de disques et en prépare une autre, mais il a tout son temps.

Les gars de **Noise del Pueblo** font du métal méchant, engagé et ils sont du pays basque. Groupe multicolore, aussi bien au niveau linguistique que paysager, **Noise Del Pueblo** a rangé ses platines ornées de velours pour sillonner les routes de France et de Navarre. L'énergie y est, la bonne zique y est, la diversité et l'amusement y sont, la conscience y est, le public y est... il ne manque plus que toi.



A l'origine du groupe, Mik (accordéon / chant), Arno et Fred (guitares) composent leurs premiers morceaux et s'amuse à reprendre quelques chansons du folklore éthylique français (Têtes Raides, Hurlements d'Léo, Mano Solo et autres Ogres de Barback). Ces trois étudiants en cinéma, forts de leur expérience en trio, décident de passer le cap et fondent, avec Guish (batterie), Manu (basse) et Fanny (chant), le groupe **Lebowski** en 2004. S'éloignant peu à peu de ses influences, **Lebowski** alterne les styles sans se poser de questions, passant du punk à la bossa nova, de la valse au noise rock, dans une synthèse... indéfinissable.



Krouet e Gwened e miz Gwenholoñ 2004 get sonourion a bep tu (metal, jazz, reggae, punk, sonourezh hengounel, **Fiskal Bazar** a ra ur ska-rock-reggae a zo orin e-keñver daou dra : un akordeoñs diatonek hag ar c'han e brezhoneg. Fondé en septembre 2004 par des musicien-ne-s d'horizons différents, le groupe vannetais **Fiskal Bazar** produit un ska-rock-reggae dont l'originalité tient à deux facteurs : la présence d'un accordéon diatonique et le chant en breton.